



# FORCE OUVRIERE

## SYNDICAT NATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES

### Section Corse du Sud

Ajaccio, le 16 novembre 2009

### **Audience du 16/10/2009 auprès de Mme Goubert, D.S.F.**

Le 16 octobre dernier, une délégation du syndicat FO DGFIP a été reçue par Mme Goubert, Directrice des Services Fiscaux, en présence de ses adjoints MM. Catela, Rouvière et Leyssene.

La délégation FO avait sollicité cette audience afin de faire le point sur les sujets d'actualité communs aux deux filières.

### **S.I.P. de Sartène :**

Les CTPL (filiale gestion publique) et CTPD (filiale fiscale) ont été réunis concomitamment afin de se prononcer sur la création juridique du 1<sup>er</sup> S.I.P. de Corse du Sud, celui de Sartène.

Les délégués FO ont rappelé qu'ils ont voté contre cette création, estimant qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une réforme dévastatrice en terme d'emplois.

Ils ont également rappelé que les conditions de travail dans cette nouvelle structure sont mauvaises et qu'il reste beaucoup à faire pour les améliorer ( accès à la « zone protégée », guichet S.I.E., salle de détente ... )

Par ailleurs, la délégation a signalé que la nouvelle Trésorerie S.P.L. ( Secteur Public Local ) née de la création du S.I.P. connaît de gros problèmes informatiques. Ces difficultés pourraient résulter d'un problème de câblage. Les délégués ont suggéré qu'une nouvelle demande d'expertise soit faite auprès du C.S.I. de Marseille.

S'agissant de l'accueil du public, le problème de l'accès aux guichets des personnes à mobilité réduite ou handicapées demeure entier, l'ascenseur étant toujours inaccessible depuis le rez-de-chaussée.

Tous ces points feront l'objet d'un examen attentif de la part de la Direction des Services Fiscaux.

Pour conclure sur ce sujet, la délégation FO a rappelé que de son point de vue, le S.I.P. de Sartène n'était pas l'exemple à suivre en matière de condition de travail, de sécurité et d'accueil du public et qu'il serait utile d'en tirer les leçons afin d'éviter que les mêmes erreurs ne se reproduisent lors de la mise en place des autres S.I.P. ( Ajaccio et Porto-Vecchio ).

De la même manière, les nouvelles structures étant sous la double responsabilité du TPG et du DSF, il conviendrait que la coordination entre les deux administrations s'améliore nettement afin que les conditions de travail des agents n'en pâtissent pas.

## S.I.P. d'Ajaccio :

La délégation FO a évoqué deux sujets

- **Déménagement de la Trésorerie Principale :**

La délégation FO a tenu à préciser que ce transfert d'agents de la TP dans les locaux de la DSF ne devait pas s'effectuer dans la précipitation. Effectivement, les travaux n'ont toujours pas débuté à la Trésorerie Principale et le seul impératif qui se présente est la fin du bail fixée au 31 décembre 2009.

Mme Goubert a affirmé de son côté que les entreprises devant intervenir au rez-de-chaussée à Cunéo rencontrent elles-mêmes des problèmes pour respecter leurs délais d'intervention ...

Dès lors, il a été convenu ( avec accord ultérieur de la Direction de la T.G. ) que le déménagement s'effectuerait vers la mi-décembre .

Le règlement intérieur sera harmonisé pour l'ensemble des agents à Cunéo. Cependant, la délégation FO a tenu à informer la direction des services fiscaux de certaines spécificités propres à la tenue de la caisse ( horaire de fermeture du guichet pour la tenue de la comptabilité etc ... ) Mme Goubert nous a répondu que ces données seront prises en compte.

En outre, la Direction de Services fiscaux nous a assuré que des badges d'accès au parking seront disponibles pour les agents de la TP qui en font la demande.

- **Accueil des agents de la TP et projet d'implantation du SIP à Cunéo : Problèmes de cohérence, d'affluence et de sécurité :**

Que ce soit avec la réinstallation des agents de la TP à Cunéo ou bien avec ce même emplacement comme choix pour le futur S.I.P. d'Ajaccio, le syndicat FO-DGFiP a exposé les nombreux problèmes qui se présentent :

1) **LE CHOIX DU SITE :** La délégation FO a réaffirmé son opposition à l'installation du SIP d'Ajaccio à Cunéo. Au regard des difficultés d'accès à ce site pour le public, cette option viendrait à l'encontre des motifs « officiels » devant justifier la réforme de la fusion, à savoir améliorer la qualité du service rendu au public. FO a précisé qu'à sa demande, le TPG étudiait l'hypothèse de l'immeuble de la Direction des Anciens Combattants comme choix éventuel du futur SIP. Mme Goubert nous a affirmé ne pas être au courant et que pour ce qui concerne la DSF, cette option « n'était pas d'actualité. »

Il y a donc bien manifestement un problème de concertation entre deux directions amenées à choisir ensemble le futur site !

**2) AFFLUENCE :** Le syndicat FO a tenu à informer la direction des services fiscaux des problèmes d'affluence qui se présenteront suite à l'installation des agents de la TP au rez-de-chaussée : actuellement, 150 contribuables sont reçus en moyenne par jour à la Trésorerie Principale. Ils s'ajouteront à ceux déjà reçus quotidiennement au C.D.I.... De plus le paiement de la « Prime Pour l'Emploi » et bientôt celui de la « taxe Carbone » entraîneront également un afflux massif de public aux guichets ...

**3) CONSERVATION ET TRANSPORT DE FONDS :** La délégation FO a tenu à informer Mme Goubert que l'insistance du syndicat pour des règles de sécurité optimales résulte des 30 années de violence que subit le réseau Trésor Public dans le département ( cf. en pièce jointe la liste des actes de violence, attentats, hold-up, remis par FO à la DSF ).

Elle a rappelé que la T.P. d'AJACCIO est le poste le plus « hold-uppé » de France !

Cette spécificité propre au Trésor Public n'est pas un hasard et toutes les conditions de sécurité doivent être mises en place concernant les fonds : leur détention et leur transport.

Cependant, il apparaît au vu du rapport établi par le Commissaire Gallardon (commissaire de police chargé de la sécurité à la DGFIP ) que le site de Cunéo ne remplit pas les conditions de sécurité dont bénéficient actuellement les agents de la TP au niveau du guichet :

*« ...le dispositif ne sera pas considéré comme « anti-agression » au sens d'un guichet anti-hold-up, dont le principe repose sur le refus de l'agression par l'abaissement des rideaux et le retrait des agents à l'arrière du poste (...)Les agents seront régulièrement informés que ce système de protection ne correspond pas à un guichet anti-hold-up classique et, qu'en cas d'attaque à main armée, ils ne doivent pas refuser l'agression... » !!!*

FO- DGFIP a déploré ce grave manquement aux conditions élémentaires de sécurité des agents, d'autant plus qu'il s'agit de la réinstallation d'un poste que M. Gallardon reconnaît, en préambule de son rapport, comme « *particulièrement à risque* », égrenant les nombreux attentats et vols à main armée subis ces dernières années.

Concernant le transport des fonds, le rapport de M. Gallardon évoque 2 accès possibles pour les convoyeurs : la façade latérale ou l'arrière du bâtiment. La délégation FO a informé la DSF que les transporteurs de fond considèrent d'ores et déjà ces issues comme de véritables « souricières » !

FO a signalé à Mme Goubert l'importance des sommes versées en numéraire à la caisse de la Trésorerie Principale, et que étant donné leur montant élevé, il est impératif d'optimiser davantage les conditions de sécurité pour leur dégagement.

Par ailleurs, M.Gallardon a également visité les locaux de la Direction des Anciens Combattants. Le rapport qu'il a effectué sur la mise en sécurité de ce site ne relève pas de difficultés majeures. Le seul inconvénient de son point de vue réside dans le fait que ces locaux ne sont pas situés dans un immeuble d'habitation et seraient, par conséquent, plus exposés aux attentats. Il rappelle toutefois que la DSF a été visée dans un passé assez récent par un attentat très important quand bien même ses bureaux sont dans un parc résidentiel.

M.Gallardon a terminé sa mission par la visite du CDI de PORTO VECCHIO.

*A noter qu'à la date où nous avons rencontré Mme Goubert, ni la DSF ni ses collaborateurs n'avaient connaissance du rapport du Commissaire...*

Pour conclure le syndicat FO a demandé que les projets d'aménagement des locaux ainsi que les plans détaillés des futurs SIP lui soient communiqués.

Cette audience aura permis à la délégation FO de rappeler à l'Administration l'attachement du syndicat à un service public de qualité ainsi qu'à la défense des conditions de travail et de sécurité des agents.

La délégation FO-DGFiP 2A